Fil conducteur	Questions	Points	Thèmes	Notions	Indications / objectifs
Le cadre de la vie juridique (9 heures)	1 - Introduction : Comment se construit le cadre juridique ?	1.1	Définition du Droit Légitimité de la règle juridique Loi comme expression du droit	<ul style="list-style-type: none"> • Expression de la volonté générale • Lois constitutionnelle, organique, ordinaire • Code • Principe de légalité 	<p>Montrer que la loi est nécessaire à la liberté, pour lui permettre de s'exercer pleinement : liberté de la presse ou liberté d'association pourront constituer les illustrations appropriées de ce principe.</p> <p>Montrer que la loi est indispensable pour fixer des principes qui s'imposent à tous : cf. article 1382 du Code civil</p> <p>Montrer que les règles et les normes fixées par la loi ont pour but tantôt de prescrire (ainsi le droit à une formation scolaire prévu par le code de l'éducation), tantôt d'interdire (par exemple l'interdiction de commettre une infraction, à l'exemple du vol, puni par l'article 311-3 du code pénal)</p>
La hiérarchie des normes, la protection des droits (séparation des pouvoirs, libertés constitutionnelles) (9 heures)	2 - Comment sont élaborées les règles de droit ?	3.2 3.7 1.2	droits de l'Homme principes constitutionnels droit européen Jurisprudence	<ul style="list-style-type: none"> • Pouvoir exécutif • Pouvoir législatif • La séparation des pouvoirs • Démocratie et représentation • Contrôle de constitutionnalité • Traités • Règlements/directives • Institutions politiques européennes • Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) • Décision de justice • Juridiction • Source de droit 	<p>Mettre en lumière les acteurs qui interviennent dans ce processus législatif</p> <p>Mettre en valeur les organes qui exercent les différents pouvoirs reconnus dans la République, (désignation, élections, relations), et leurs compétences</p> <p>L'exercice du pouvoir national dans un cadre décentralisé (collectivités territoriales) et supranational (l'Union européenne)</p> <p>Montrer la diversité des sources de ce droit : traités (droit primaire), droit dérivé, pratique institutionnelle et jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne.</p> <p>Expliquer que l'Union est désormais fondée sur deux traités : le traité sur l'Union européenne (TUE) et le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)</p> <p>Expliquer la différence entre le règlement et la directive.</p> <p>Expliquer ce que sont les décisions de justice et montrer leur importance dans l'application du droit (interprétation de la loi) ou même dans la création du droit</p> <p>Mettre en lumière l'importance de certains arrêts des plus hautes juridictions (Conseil d'État, Cour de cassations → système de droit dit « codifié » versus « common law »).</p> <p>Etudier des revirements de jurisprudence (nécessité d'un droit souple, adapté aux évolutions sociales, politiques et économiques)</p>

<p>l'accès à la justice (9 heures)</p>	<p>3 - Quels sont les acteurs de la vie juridique ?</p>	<p>2.1 2.2 2.11 3.1</p>	<p>les personnes juridiques la justice : justiciable, organisation judiciaire, procès</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Sujet de droit • Capacité • Personne physique/morale • Requête • Parties • Aide juridictionnelle • Infractions : contravention, délit, crime • Action publique/civile • Sanctions • Degré de juridiction • Siège • Parquet 	<p>Montrer que la personne est au centre de la tradition juridique française → Livre 1er du Code civil intitulé : «Des personnes » : droits de la personnalité + les droits de l'homme = primauté de l'individu et donc de la personne en elle-même, corps et âme.</p> <p>Distinguer les personnes morales (associations, sociétés, groupements d'intérêt économique, syndicats, État, collectivités territoriales) soumises à des régimes juridiques divers</p> <p>Montrer comment la personne peut chercher à obtenir justice (demandeur) ou être appelée en justice pour y être jugée (défendeur) à partir d'un exemple sur le déroulement concret d'un procès → droits et devoirs, preuve, procédure juridictionnelle, coût d'un , aide juridictionnelle, conditions d'accès aux tribunaux et les conditions de recevabilité des demandes, problèmes liés à l'exécution des décisions de justice.</p> <p>Evoker la notion d'infraction et la classification de celles-ci, le déroulement d'une procédure pénale : règles qui permettent la constatation des infractions, le rassemblement des preuves, la recherche et le jugement des auteurs</p> <p>Présenter les structures horizontales (juridictions civiles, pénales, administratives, spécialisées), ainsi que les structures verticales de la procédure (première instance, appel, cassation).</p> <p>Insister sur la diversité des formes de justice (magistrature professionnelle, juges consulaires, jury), des règles de représentation (avocats, mandataires) ou des modes d'argumentation (conciliation obligatoire, débats, mémoires écrits).</p>
--	--	-------------------------------------	---	---	--

<p>réalité et étendue de la souveraineté (12 heures)</p>	<p>4 - Quelle place pour l'Etat dans le monde ?</p>	<p>3.3 3.4 3.5 3.6</p>	<p>les relations internationales la gouvernance mondiale Droits de l'Homme et Europe</p>	<ul style="list-style-type: none"> • État • Souveraineté • Non ingérence • Convention • Traité • Cour Internationale de Justice (CIJ) • Sommets • Organisations non gouvernementales (ONG) • Agences • La diplomatie des « 	<p>Mettre en évidence le principe de souveraineté des États ainsi que les limitations apportées à celle-ci par le droit international ainsi que par l'appartenance à des organisations</p> <p>Internationales → cas d'un pays européen - le Bélarus - qui, à l'abri de sa souveraineté, demeure dictatorial, ou les problèmes comme la lutte contre la prolifération nucléaire, pour illustrer l'étendue contemporaine de la souveraineté et les efforts réalisés pour l'encadrer davantage</p> <p>Mettre l'accent sur la spécificité du droit international qui est en principe supérieur au droit national, mais qui ne dispose pas toujours d'un juge apte à le faire respecter (à partir d'un exemple de traité)</p> <p>Montrer que certaines questions sont reconnues comme des enjeux mondiaux alors que leur traitement relève d'accords internationaux dont</p>
--	--	------------------------------------	--	--	--

				clubs » (G8, G20) <ul style="list-style-type: none"> • Droit dur et droit mou • Principes • Recommandations • Sanctions • Conseil de l'Europe • Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme (CESDH) • Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) • Requête individuelle • Condamnation d'un État 	les États, s'ils y souscrivent, donnent des interprétations qui peuvent rester profondément divergentes (partir de l'analyse des transformations et des développements des institutions économiques internationales : FMI, Banque mondiale, OMC, OIT) CEDH : partir de l'arrêt Tomasi pris par la Cour européenne des droits de l'homme le 27 août 1992, portant sur des allégations de mauvais traitements contre un gardé à vue. renversement du fardeau de la preuve Prendre l'exemple du « droit à un procès équitable » (article 6 de la CESDH) qui implique notamment, le respect d'un délai raisonnable, la garantie de l'impartialité des juges, la consécration des droits de la défense, l'exigence d'un équilibre dans les moyens des parties, etc
du droit objectif aux droits subjectifs (12 heures)	5 - Comment le droit crée-t-il des droits et des devoirs ?	1.3 1.4 2.4	droits patrimoniaux droits extrapatrimoniaux	<ul style="list-style-type: none"> • Accord de volonté • Obligations contractuelles • Nullité du contrat • La responsabilité, contrepartie de la liberté • Responsabilité civile • Responsabilité pénale • Responsabilité Administrative • Droit de propriété • Propriété corporelle / incorporelle • Expropriation 	Mettre en évidence les principes du droit des contrats : acte juridique, obligations contractuelles, autonomie de la volonté mais la liberté des parties contractantes est encadrée par la loi qui leur donne « force obligatoire ». Montrer que la loi encadre plus ou moins strictement la liberté contractuelle (ex : contrat de cession d'un véhicule d'occasion entre particuliers ; contrat de bail d'habitation) Présenter plusieurs aspects de la responsabilité : la responsabilité civile; la responsabilité pénale ; la responsabilité administrative. Montrer que tout le dommage qui doit être indemnisé : dommage moral (réparation pécuniaire), dommage physique (« pretium doloris », le prix de la douleur), dommage matériel (frais médicaux, de transports, etc.). Le juge doit constater ou évaluer le dommage puis de déterminer qui doit l'indemniser. La victime peut s'être préalablement assurée, ce qui garantit l'effectivité de l'indemnisation. Montrer la diversité tant de l'objet du droit de propriété (propriétés corporelles ou incorporelles) que de son régime (propriété littéraire et artistique, droit des brevets, droit des marques...) → pb de la contrefaçon Evoquer la diversité des atteintes au droit de propriété et des moyens de lutter contre celles-ci

<p>protection de la vie privée et des personnes, indisponibilité du corps humain</p> <p>(15 heures)</p>	<p><u>6 - Quels sont les enjeux du droit dans la vie privée et sociale ?</u></p>	<p>2.6 2.7 2.8 2.10</p>	<p>la famille la sexualité la vie et la santé Internet</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Couple (mariage, PACS, union libre) • Divorce • Filiation (naturelle ou adoptive) • Donation, héritage • Majorité sexuelle ou âge du consentement • Délits et crimes sexuels • Homophobie ou Discrimination • Choses et personnes • Inviolabilité • Indisponibilité • Dignité • Bioéthique • Liberté de communication • Communications électroniques • Respect de la vie privée 	<p>Constater l'absence de définition de la famille, montrer, son évolution (biologique, adoptive, monoparentale, homoparentale, recomposée, nucléaire, élargie)</p> <p>Proposer aux élèves d'en rechercher une définition</p> <p>Evoquer les grands domaines du droit de la famille ainsi que leur évolution : le couple et le droit, la filiation, les droits de l'enfant.</p> <p>Montrer le rôle du juge aux affaires familiales (JAF)</p> <p>Evoquer la transmission des patrimoines au décès d'une personne : réserve héréditaire, répartition égalitaire entre les enfants.</p> <p>Montrer comment la reconnaissance du principe de liberté sexuelle n'empêche pas le droit de jouer un rôle important, dans sa dimension civile mais aussi pénale : sexualité des jeunes, relations entre mineurs et majeurs, délits et les crimes sexuels</p> <p>Montrer que le droit positif distingue des « corps » protégés (de la naissance à la mort du sujet), des « corps » auxquels on ne reconnaît pas le statut de personne (IVG, funérailles, statut juridique des cadavres).</p> <p>Expliciter la portée juridique d'enjeux actuels (procréation assistée, euthanasie, dons et ventes d'organes).</p> <p>Montrer que les TIC permettent de renforcer la liberté et la sécurité (images d'une agression, photos gênantes, ou simplement ridicules).</p> <p>Comment y réagir ? Quels outils juridiques permettent de lutter contre des sites interdits en France ?</p>
<p>organisation de la vie économique, encadrement et protection du travail, propriété intellectuelle</p> <p>(12 heures)</p>	<p><u>7 - Quels sont les enjeux du droit dans la vie économique ?</u></p>	<p>2.3 2.5 2.9</p>	<p>l'entreprise le travail égalité et discrimination propriété intellectuelle</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Droit du travail • Conventions collectives • Liberté du travail • Contrat de travail • Droit de grève • Droit syndical • Dirigeant • Sociétés • Règles de concurrence • Égalité • Différences • Discriminations 	<p>Mettre en évidence les obligations diverses des salariés et des employeurs par l'examen de la diversité des contrats de travail dans une entreprise, des plus précaires aux plus stables, des plus souples aux plus codifiés,</p> <p>La notion d'entreprise renvoie à différents statuts juridiques (sociétés, associations, coopératives, mutuelles,...)</p> <p>Le droit = outil de régulation des marchés (dans les domaines de la concurrence, du travail, de l'environnement ou de la publicité...);</p> <p>l'entreprise peut bénéficier de la protection du droit pour mener son activité (propriété intellectuelle, brevets).</p> <p>Evoquer le déploiement récent de nouveaux moyens de lutte contre les discriminations (à partir d'un cas de discrimination, par exemple dans l'accès au logement, au travail ou à un lieu public)</p>